

Stade : la Ville ne veut pas porter la responsabilité d'un échec

BRUXELLES Décryptage du changement de communication de Courtois, qui évoque désormais la possibilité d'un non-respect des délais

Si le stade national n'est pas prêt dans les délais pour l'Euro 2020, l'UEFA retirera simplement l'attribution des matchs à la Belgique. Il n'y aura aucune conséquence financière mais bien des dommages considérables en termes d'image de la Belgique et du sport. » C'est signé Alain Courtois, échevin des Sports de la Ville de Bruxelles (MR). C'est la première fois qu'il évoque ouvertement la possibilité que l'Eurostadium ne soit pas prêt dans les délais. Décryptage d'une nouvelle communication.

1 Un changement de stratégie. L'opposition à la Ville de Bruxelles n'a pas manqué d'épingler le changement de ton dans le chef du libéral. « Avant, face aux obstacles, il répondait toujours avec une foi inébranlable que les délais seraient respectés, explique le conseiller communal Fabian Maingain (Défi). Aujourd'hui, on sent un doute sérieux chez lui sur la réalisation du projet. » Marie Nagy (Ecolo) a aussi l'impression qu'Alain Courtois « prépare l'atterrissage en douceur pour 2020 ».

2 Préparer l'opinion publique à un échec et/ou dédouaner la Ville. Dans l'opposition, l'idée qui domine est donc que la Ville commence à préparer l'opinion publique à un éventuel échec. Un positionnement battu en brèche par le

cabinet d'Alain Courtois, où on nous explique que l'échevin est toujours optimiste sur la concrétisation du projet. La stratégie est, nous dit-on, de « mettre les autres parties face à leurs responsabi-

tés ». En effet, lundi soir, Alain Courtois a rappelé que les autres formations politiques étaient impliquées dans le dossier (Ecolo et Groen car ils étaient dans la majorité régionale quand le choix du parking C a été fait ; CDH et Défi parce qu'ils sont au pouvoir aujourd'hui à la Région et qu'ils ont approuvé le stade via le plan régional de développement durable). « La Ville de Bruxelles ne fait qu'appliquer loyalement une décision de l'exécutif bruxellois, un niveau de pouvoir où le MR est dans l'opposition. »

La sortie est pleinement assumée par le PS, partenaire du MR à la Ville. Au sein du collège, certains justifient cette sortie comme un moyen de « mettre la pression » sur les partis qui font de la résistance au projet. Est visé, notamment : Groen, qui a refusé, la semaine passée, de voter pour la suppression d'un chemin vicinal sur le parking C, une étape

cruciale pour l'obtention des permis d'urbanisme. « Si échec il y a - ce qui n'est pas ce que nous envisageons -, la Ville de Bruxelles ne peut pas porter seule cet échec. Il est hors de question qu'on dise que c'est la Ville qui a mal géré son affaire. Nous n'avons fait qu'attribuer un marché à un privé, le reste n'est pas de notre ressort », glisse cette source.

Dans l'opposition, l'analyse est tout autre. « On dirait qu'Alain Courtois essaie de se dédouaner d'un éventuel échec, alors qu'on sait qu'il a plaidé pour le parking C dans le passé », note Fabian Maingain. Marie Nagy ajoute : « Le résultat est pourtant entièrement de la res-

ponsabilité de l'échevin pour le caractère mégalomane et trop coûteux du projet et l'amateurisme de sa gestion. »

Si le gouvernement bruxellois est l'initiateur du dossier, rappelons qu'Alain Courtois a toujours défendu l'Eurostadium bec et ongles. Une position dans la lignée de sa carrière, au cours de laquelle il a toujours tenté de placer la Belgique dans les grandes compétitions de football, parfois sans obtenir les retours es-

comptés. Directeur de l'Euro 2000 organisé par la Belgique et les Pays-Bas, ce n'est pas lui qui a récolté les lauriers, mais bien Michel D'Hooghe, fait baron par le roi Albert II au lendemain de la compétition. C'est également lui qui a porté la candidature de la Belgique pour l'organisation des Coupes du monde 2018 et 2022, en vain puisque ce sont les Russes et les Qataris qui l'ont emporté.

3 Une communication similaire à la Région. Du côté du ministre bruxellois Guy Vanhengel, le ton est assez proche de celui d'Alain Courtois. L'élu VLD « reste positif », mais au parlement, il a regretté « la recrudescence de pratiques douteuses de certains, qui tentent de saboter ou de retarder l'évolution du dossier ». Lui non plus n'assure pas à 100 % l'aboutissement du projet : « Dans ce pays et avec des grands travaux, je ne vois pas qui pourrait encore s'engager à 100 %. Par contre, à terme, même si ce n'est pas pour l'Euro2020, je suis convaincu que le dossier aboutira ! » ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT